

Annexe 19 : La succession de Juvénal Habyarimana à la tête des Forces armées rwandaises en avril 1992

**Extrait de James Gasana, *Rwanda du Parti-État à l'État-garnison*, L'Harmattan, 2002
p. 106-11, 123-126.**

« Habyarimana quitte les FAR pour se consacrer à la politique

Le 22 avril 1992, le Président Habyarimana prend sa retraite de l'armée pour pouvoir rester à la présidence du MRND. Il annonce sa décision dans un discours prononcé à l'occasion d'une visite aux troupes à Byumba. Il ne me met pas préalablement au courant de l'objet de sa visite. Après son discours, je prends la parole pour le remercier du bon exemple qu'il vient de donner. J'invite d'autres officiers en âge de retraite de s'en inspirer. Depuis cet instant, les concernés, en particulier les chefs d'états-majors, Serubuga et Rwagafilita, n'auront plus de doute sur mes intentions de faire respecter la loi.

La retraite de Habyarimana est mal accueillie par les officiers proches de son entourage. Ils se sentent comme orphelins et abandonnés à eux-mêmes. Sentant le risque de perdre sur le plan politique, ils misent sur une consolidation des appuis dans les FAR. Ils s'efforcent de renforcer des unités dans lesquelles les ressortissants des communes Karago et Giciye de la préfecture de Gisenyi sont prépondérants. Je parviendrai à bloquer cet effort mais avec plus de mal pour la Garde présidentielle.

Après sa retraite des FAR, Habyarimana s'investit davantage dans le jeu politique et réaffirme sa présence dans le MRND contre le courant qui veut qu'il en cède la présidence. Il relègue les affaires du Gouvernement au Premier Ministre, probablement pour le mettre à épreuve, et pour éviter de partager la responsabilité de ce qui ne marcherait pas. Il cherche à s'attirer la jeunesse du parti, les *Interahamwe*, en court-circuitant les échelons de sa direction.

La retraite de Habyarimana déclenche beaucoup de spéculations. Les hauts officiers sentent qu'une place de Général-Major est dégagée, et une lutte s'engage entre les prétendants. Les rivalités s'attisent et les intrigues s'intensifient. Les colonels se succèdent dans mon bureau pour me démontrer leurs talents, ou pour me dire que les autres sont des adeptes de la cause de l'ennemi ou de l'opposition. Les conservateurs de l'état-major de l'armée sentent que leurs concurrents sont les colonels originaires de Ruhengeri qui, sans raison, leur semblent être mieux introduits chez moi. Ils vont jusqu'à utiliser des subterfuges pour me faire croire que les hauts officiers de Ruhengeri ne veulent pas que je dirige le MINADEF. C'est ainsi qu'en date du 22 avril 1992, l'état-major par ses services de radio, fabrique le message suivant, prétendant qu'il a été capté d'un émetteur récepteur du FPR¹ :

« Certains groupes de militaires n'acceptent pas le nouveau ministre de la Défense. Certains officiers supérieurs se disputent les promotions ainsi que les postes surtout celui de chef d'état-major général et nous avons appris que le responsable militaire du secteur Kamwezi a regagné la ville pour briguer le poste de chef d'état-major général et préparer ainsi avec le parti CDR le coup d'Etat qui fera partir le chef ennemi du pouvoir et le groupe d'officiers de la deuxième région de l'Armée car le nouveau plan de Gouvernement préparé par le CDR doit mettre au

¹ Dans ce texte : le colonel D. Nsabimana est désigné comme responsable du secteur militaire de Kamwezi, le Président Habyarimana par le Chef ennemi, la région sud par la deuxième région.

pouvoir et à la tête de l'Armée les originaires de la deuxième région non acceptés du régime au pouvoir. Les politiciens du sud ainsi que les officiers seront exclus de la scène politique et militaire. Cela aussi c'est à notre avantage. »

Le 25 et 26 avril 1992, j'effectue des visites aux états-majors et camps militaires de Kigali. Je me rends compte de l'incompétence patente des chefs d'états-majors et de la plupart des membres de leurs bureaux. A l'Armée rwandaise, Serubuga me reçoit avec une longue liste de plaintes qui ne font que me confirmer sa mauvaise gestion. Il s'étend sur les mauvais rapports entre son état-major et le MINADEF comme si le premier n'était pas subordonné au second. Il décrit sans aucun questionnement la fatigue des militaires et la diminution généralisée des effectifs dans les bataillons au front. Les désertions sont telles que les positions des FAR à Gicwamba, Mashaka et Rwempasha au Mutara sont menacées de tomber aux mains des troupes ennemies.

En mai 1992, Habyarimana est réélu à la présidence du MRND. Mathieu Ndirumpatse est élu au poste de Secrétaire national que perd Édouard Karemera qui commence à émerger comme un pôle important au sud, et qui a comme atout le contact facile avec les leaders de l'opposition de sa région. Il est considéré comme leader d'un groupe concurrent du pôle *Shiru*, dont la consolidation menace la popularité de Habyarimana.

Ces élections montrent que les conservateurs exercent encore beaucoup d'influence au MRND, grâce à l'influence qu'ils ont auprès de Habyarimana. Leur stratégie est donc d'élire à des hauts postes des personnes influentes pour mobiliser les militants des régions du sud ou du sud élargi, mais non concurrentes de Habyarimana. C'est ainsi que ma candidature à la deuxième vice-présidence du parti, largement soutenue par l'aile des rénovateurs au niveau national et par l'axe Byumba-Kigali qui l'ont suscitée, est sabotée par les membres de l'*Akazu* à travers ses clients. Comme je dispose d'appuis politiques importants dans l'aile rénovatrice du MRND ainsi que dans les partis d'opposition, et que je dois gérer la défense du pays, mes détracteurs ont peur que je puisse jouer un rôle politique accru au niveau national.

Pour parvenir à effectuer leur manoeuvre contre ma candidature, l'*Akazu* exploite un concours de circonstances. Les congressistes de Kibuye s'étaient fâchés à cause de la non élection de Karemera. Ils boycottent les travaux du Congrès, et menacent de quitter le parti. Ils regagnent leurs places quand Habyarimana les persuade que le poste de Directeur de cabinet à la Présidence confié à un ressortissant de Kibuye est aussi important que celui de ministre, et leur fait d'autres promesses. Ayant tiré une leçon de cet acte des congressistes de Kibuye, l'*Akazu* utilise le colonel Rwagafilita, qui demande aux congressistes de Kibungo de faire la même démarche que ceux de Kibuye, pour exiger le poste de deuxième vice-président du parti. La consigne passe, et les congressistes de Kibungo font savoir que si leur candidat, improvisé au dernier moment, n'est pas élu, ils se retireraient du parti. Ne voulant pas être la cause de cette crise, et sans disposer d'assez de temps pour d'autres concertations, je décide de retirer ma candidature. Déçus de ces manipulations, les congressistes veulent soumettre le retrait de ma candidature au débat, mais je m'y refuse pour ne pas créer une tension préjudiciable au parti. Il y a un grand nombre d'abstentions lors du vote sur la candidature unique de F. Kabagema.

Le retrait de ma candidature renforce ma position dans l'aile rénovatrice. Il s'avère très utile dans mes relations avec les FAR et les partis d'opposition car il contribue à rehausser leur confiance dans ma gestion du Ministère. Je n'ai pas regretté ce retrait car je réalisais qu'avec mes fonctions de ministre de la Défense, je devais inspirer la confiance à tous les Rwandais, quelle que soit leur appartenance politique.

Les actes de terrorisme augmentent l'insécurité

En mai 1992, les actes de terrorisme qui ont commencé en février 1992 par des attentats aux mines et explosifs s'intensifient. Le 1er mai 1992, une mine explose près de Ruhango, tuant 17 personnes à bord d'une camionnette et blessant 18 autres. Le 2 mai, un engin explosif démolit un minibus de transport commun à Kimisagara faisant 4 morts et plusieurs blessés. Le 6 mai, une bombe explose dans un hôtel à Butare, faisant 30 blessés. Je fais de la lutte contre ce terrorisme une haute priorité en introduisant à Kigali un dispositif permettant une plus grande présence des gendarmes dans les quartiers vulnérables. Je suis contre l'imposition de l'Etat d'urgence, car je réalise le danger que la situation soit exploitée par ceux qui veulent restreindre les libertés publiques.

Le combat contre ce terrorisme devient très difficile en raison du manque de collaboration entre divers services de sécurité. Avec la politisation partisane de l'administration, les fonctionnaires de ces services transmettent plus d'informations à leurs partis et à leurs alliés politiques qu'à leurs chefs. Ces partis se constituent des services de renseignements très performants, utilisant leurs adeptes dans les services officiels comme source. L'éclatement des services de renseignement constituait déjà une source importante d'instabilité. Il n'était plus possible de distinguer l'information de la désinformation, ni la vérité de la propagande partisane.

Les militaires conservateurs qui sont contre le nouveau Gouvernement cherchent obstinément à le faire tomber. L'opposition se montre également pressée de renverser le régime. Elle est convaincue qu'elle n'est pas encore au bout de ses possibilités d'ascension, et veut prendre tout le pouvoir avant la fin de l'année. Dans ce climat de vives tensions politiques, il y a des émeutes et contre-émeutes, des manifestations et contre-manifestations. Le 28 mai 1992 par exemple, les partis d'opposition et le MRND manifestent dans la ville de Kigali, mais sur des itinéraires différents. Les enjeux sont lourds. N'estimant pas la limite de leur force, les partis d'opposition s'organisent pour anéantir les *Interahamwe* de la capitale et hâter la fin du régime. D'autre part, les militaires ultras semblent vouloir saisir cette occasion pour anéantir l'opposition sur laquelle ils rejettent la responsabilité de la crise.

Le chef d'état-major de la gendarmerie, le colonel P.-C. Rwagafilita, veut utiliser la violence pour disperser les manifestants. Je l'en interdis et je me rends sur les lieux de la confrontation pour convaincre chaque camp de retirer ses militants. Je démantèle un dispositif de permutation des officiers de certains commandements de la capitale. Monté par les deux chefs d'états-majors, ce dispositif vise le renversement du Gouvernement. Rwagafilita va se plaindre auprès du Président qui me demande de ne pas annuler ces mutations. Sa démarche renforce plutôt ma détermination car je n'accepte ni la décision prise par Rwagafilita à mon insu, ni son recours au plus haut échelon pour une affaire relevant de mes compétences. Je donne un dernier avertissement à l'intéressé contre cette confusion des compétences hiérarchiques. Il avait certainement pensé que je n'agirais que comme un figurant dans mes nouvelles fonctions.

Mon épreuve la plus dure jusque là s'enclenche le 29 mai 1992. Après une réunion du Conseil des ministres où est évoquée la réduction des FAR après la guerre comme exigence des Institutions de Bretton Woods, le ministre de l'Information, M. P. Ndengejeho, membre du MDR, présente sur les ondes de la Radio nationale une version trop déformée et irresponsable pour un sujet aussi délicat, dossier qui par ailleurs a été introduit par un ministre

du MRND, M. A. Ndirabatware. Les militaires pensent qu'ils vont être démobilisés. Il y a des mutineries à Ruhengeri et Gisenyi. Elles menacent d'embraser toutes les unités de l'Armée Rwandaise. Les officiers et les politiciens conservateurs s'en saisissent comme une occasion en or et veulent exploiter ces mutineries de militaires pour renverser le Gouvernement. Conscient de l'enjeu, je me rends à Ruhengeri pour écouter les mutins et leur fournir les explications sur le vrai débat qui a eu lieu au Conseil des ministres. A mon arrivée, je trouve que ni leur commandant, le lieutenant-colonel A. Bizimungu, ni le chef d'état-major, le colonel Serubuga, ne peuvent ramener l'ordre.

La discussion se mène sous la pluie, et les mutins ne permettent même pas qu'on m'amène un parapluie, disant qu'eux aussi n'ont pas de parapluies au front. Je me garde de leur dire que forestier praticien que j'ai été, j'ai dû me familiariser avec ce genre de conditions. Je leur accorde toute la liberté d'aborder sans crainte tout problème sur lequel ils souhaitent avoir mon avis. Pour la première fois, j'ai l'occasion d'écouter les militaires décrire les problèmes de gestion des forces armées et de la guerre, et les injustices dont certains groupes ont souffert. Ils abordèrent même les problèmes fondamentaux tel que le pourquoi (et le pour qui) de la guerre. Des plaintes sont formulées contre la façon dont les états-majors gèrent les forces respectives. A la fin de la rencontre, le calme est déjà rétabli. J'effectue des visites dans d'autres grandes unités de l'armée pour fournir les mêmes explications. Je termine ces tournées le 3 juin 1992 au Camp colonel Mayuya où je mets en garde certains officiers qui, sous l'instigation des officiers OTP dont le colonel Bagosora, mènent une campagne contre moi.

Ces tournées me permettent de saisir la vraie force des éléments conservateurs des FAR. Pour lutter contre leur influence, il a fallu d'abord les localiser et étudier leurs méthodes. Ils étaient bien influents dans les hauts échelons des officiers où le régionalisme en faveur de certaines communes de Ruhengeri et Gisenyi était de rigueur. On avait à faire à des gens qui voulaient défendre leurs intérêts et leur statut. Les plus âgés des officiers étaient de faibles qualifications par rapport aux éléments plus jeunes. Ceux-ci comptaient beaucoup d'universitaires et de brevetés de hautes écoles militaires d'Allemagne, Belgique, Etats-Unis, et France.

Le contact direct avec les militaires me permet également de leur préciser, sans intermédiaire, ma position sur la guerre et sa nature. Ils comprennent que notre effort doit appuyer le processus de négociation de paix. Il ne faut pas que le FPR fasse valoir sa supériorité sur le front militaire pour obtenir des résultats disproportionnés. Deuxièmement, nous devons protéger, en plus des institutions légales, nos populations frontalières harcelées par les rebelles. Il faut donc travailler pour que cet effort ait un appui de toutes les sensibilités politiques majeures de l'intérieur pour obtenir l'adhésion de la Nation à l'objectif d'empêcher le FPR de prendre le pouvoir par la force des armes.

Face à l'influence des éléments conservateurs, ma conviction est qu'on ne peut pas corriger par une simple décision ministérielle les problèmes structurels qui ont été créés en vingt ans. Pour le faire, je dois mobiliser, en plus des outils administratifs et légaux, la patience et le dialogue avec les différents échelons du commandement. J'essaie d'abord de gagner la troupe et les échelons moyens, ce qui est à peu près réalisé au mois de juin. J'accélère le changement des commandants d'unités en mettant l'accent sur les compétences et les mérites. Ce sera obtenu en août 1992, et j'aurai la bonne collaboration des chefs d'états-majors. Cette approche évolutive me permet de neutraliser la solidarité des conservateurs dans la chaîne de commandement, et de contrôler les éléments dangereux. Nous verrons que

lorsqu'ils se sentirent mis sous contrôle, ils recourront aux méthodes violentes en septembre 1992.

A la fin de ces tournées, ma position au ministère et dans l'armée est significativement renforcée par des débats francs avec les militaires, sur tous les problèmes politiques du pays en général, et ceux de l'armée en particulier, y inclus les sujets qui sont alors considérés comme tabous, tels que la nature de la guerre que le pays vivait, les injustices et la mauvaise gestion dans les forces armées. Jusque là, les officiers conservateurs des FAR avaient fait entretenir l'idée que les seuls acteurs dans le conflit rwandais étaient les militaires et le FPR, les autres forces non militaires étant soit leurs alliés ou alors des complices de l'ennemi. Ils n'avaient pas essayé de comprendre les interactions de la crise politique intérieure avec la lutte armée. Ils ne saisissaient pas non plus la complexité et la profondeur des transformations politiques qui étaient encore loin d'être stabilisées.

J'essaie donc de corriger cette situation au cours des débats. Du même coup, je parviens à établir un climat permettant de mettre les FAR à l'abri des influences partisans. En effet, un des problèmes auxquels je suis confronté est que les forces armées sont la cible des activités de subversion idéologique conduites par les partis d'opposition et le FPR, et de l'action inverse du MRND. Ceci risquait de mener à une fragmentation totale en cette période. Certains groupes de militaires ne croyaient même plus au bien fondé de leur lutte contre la rébellion, d'où les difficultés de marquer des succès à la plupart des initiatives offensives contre le FPR. (...)

Les changements dans la gestion des FAR renforcent le rôle du MINADEF

Le 26 juin 1992, le Conseil des ministres accepte ma proposition de mise à la retraite des chefs d'états-majors Serubuga et Rwagafilita, et de plusieurs autres officiers. Pour y arriver, la négociation du principe avec Habyarimana devait être laborieuse. Même s'il était d'accord avec ma description de l'incapacité de ces hommes, il faisait tout pour montrer aux intéressés et à leurs alliés qu'il n'appuyait pas une telle décision. Je réalise en effet que la résistance qu'il oppose à mes propositions n'était qu'une manoeuvre pour prouver aux membres de son camp que les changements sont de mon initiative. Une des preuves de ceci est le marchandage dans lequel il voulait m'engager. Il me demandait par exemple d'essayer d'affecter son beau-frère et secrétaire particulier, le colonel E. Sagatwa à un commandement au front, signe qu'il voulait le placer loin de lui. Je n'accepte pas car il lui manquait une expérience de commandement. En plus, je ne voulais pas qu'il y ait un risque que cet officier dont les torts faits au pays étaient trop bien connus, parvienne à figurer parmi les candidats au poste de chef d'état-major. Le Président me laisse entendre qu'il n'acceptera pas la mise en retraite de Serubuga si je gardais le colonel L. Rusatira au MINADEF comme mon directeur de cabinet et si je ne gardais pas Rwagafilita et Serubuga comme mes conseillers. J'accepte la première exigence pour pouvoir rejeter la seconde.

Quand Habyarimana accepte le principe des changements aux états-majors, la négociation sur les candidats remplaçants fut très éprouvante, car il voulait m'imposer ses hommes, dont le colonel Bagosora en tête, comme chef d'état-major de l'Armée ruandaise. Je rejette catégoriquement cette proposition car je connaissais trop bien les démarches qu'il faisait pour inciter des militaires à se soulever contre moi. Je propose à sa place d'autres comme M. Gatsinzi et D. Nsabimana.

Par ces négociations, je me rends compte de la situation dans laquelle Habyarimana se trouvait, écartelé par les rivalités et les luttes d'influence entre ses anciens hauts collaborateurs militaires. Je lui demande que nous menions une discussion à trois, avec le Premier Ministre. Lors de la concertation, je persiste à refuser que Bagosora soit proposé au Gouvernement comme candidat chef d'état-major. J'ajoute à mes arguments qu'il devait prendre sa retraite. Devant ma fermeté, Habyarimana cède, mais il s'impose sur la proposition de l'intéressé comme mon directeur de cabinet, à la place de ma proposition du colonel Gatsinzi et du lieutenant-colonel Rwabalinda. Je maintiens mon désaccord sur Bagosora, mais Habyarimana met fin à la séance en nous disant, très fâché contre moi : « c'est comme ça ! » Ici je dois souligner que ceci est le contraire de ce qu'a écrit G. Prunier² que Habyarimana a demandé au Premier Ministre et à moi-même d'effectuer la réorganisation du commandement des FAR.

Pour les délibérations au Gouvernement, je change d'approche et je présente une liste exhaustive de tous les colonels comme candidats, et j'établis une liste de critères objectifs éliminatoires. Concernant Bagosora, le Gouvernement tient compte du compromis avec le Président. Il accepte également ma proposition de restructuration du ministère, et pour la première fois dans l'histoire du pays, le MINADEF a une structure fonctionnelle qui lui permet de bien jouer son rôle politique en plus de l'administration des forces armées et de la contribution à la gestion de la sécurité intérieure. Je dispose ainsi des outils nécessaires à la gestion et au commandement des forces armées. Du même coup, je contrecarre la proposition de certains officiers qui faisaient des pressions pour la création d'un état-major général, dont le but était de me couper du commandement direct des forces armées par l'intercalation d'un chef d'état-major général et de faciliter le putsch.

Un autre point de discorde est le cas du lieutenant-colonel A. Bizimungu, un officier de grande valeur, qui s'est distingué au front et qui jouit du respect des troupes et de la population. Avec sa popularité, il inquiète les hauts officiers OTP, surtout que comme moi, il est originaire de Byumba. Sous prétexte qu'il le veut comme conseiller militaire à la Présidence, Habyarimana veut que je le remplace par le lieutenant-colonel A. Nsengiyumva, un officier OTP médiocre, intrigant et subversif. Voyant que je n'accepte pas la proposition, il me court-circuitera, et introduira directement sa demande au Conseil des ministres pour la nomination de Bizimungu. Le Gouvernement donnera son accord, mais j'agirai auprès des milieux politiques de Ruhengeri et Byumba pour obtenir l'appui à mon refus de le déplacer. Avec la pression politique, la décision du Gouvernement ne sera pas exécutée³.

L'insistance pour le remplacement du lieutenant-colonel Bizimungu, alors que la guerre n'avait pas pris fin, m'intrigue et je cherche les raisons. L'une serait que la plupart des officiers supérieurs de Gisenyi ne s'étant pas distingués au front, ils n'allaient pas maintenir une position d'influence dans les FAR à la fin de la guerre. Il fallait donc affecter un officier des OTP à un commandement important pour combler le manque à gagner. L'autre serait que, en tant qu'originaire de Byumba, et à un grade de lieutenant-colonel qu'il avait atteint pendant la guerre, Bizimungu avait échappé au filet éliminatoire. Habituellement les officiers de Byumba ne dépassaient pas le grade de major avant d'être démis, ou alors ils étaient mis en prison comme dans le cas du lieutenant-colonel A. Nkuliyekubona. Cherchant à savoir pourquoi cela était ainsi, je devais apprendre qu'un oracle divinatoire avait laissé entendre à

² Prunier, G. 1997, *Rwanda 1959 - 1996 Histoire d'un génocide*. Editions Dagorno, p. 204.

³ L'exécution de cette décision aurait été fatale, comme je le craignais, car lors de la reprise de la guerre par le FPR en février 1993, c'est le secteur opérationnel commandé par Bizimungu qui opposera une plus grande résistance et repoussera de la ville de Ruhengeri les combattants du FPR et de la NRA.

l'*Akazu* que le successeur de Habyarimana sera un originaire de Byumba. Pour certains interprètes de cet oracle, cela ne pouvait être qu'un militaire, donc le plus haut gradé parmi eux. Pour d'autres, cela était déjà accompli car un originaire de Byumba avait pris cette succession comme ministre de la Défense. Cependant, la tournure des événements faisait maintenir un doute sur cette interprétation. Ceux qui étaient au courant de ces confidences pensaient qu'il y avait là une des explications de l'hostilité que Habyarimana me manifesterait dès août 1992.

La restructuration et le nouvel organigramme me permettent de replacer les hauts officiers dans diverses fonctions selon leurs compétences et non leur appartenance régionale ou leurs sensibilités politiques présumées. Je m'efforce de redonner la confiance aux officiers marginalisés et de leur assurer une protection politique et administrative contre les conservateurs. Il y a ainsi un nouveau vent dans les forces armées qui, dans un contexte de polarisation politique du pays, constituent le groupe socioprofessionnel le plus attaché à sa mission. Cette évolution ainsi que mes bons rapports avec les forces armées et les partis d'opposition, inquiéteront à la fois le FPR et les conservateurs de l'entourage du Président de la République, car elles garantissaient une entente.

Une clique d'officiers des OTP, avec Serubuga à leur tête, qui pensent que la cohésion des FAR menaçait leurs intérêts, s'efforce d'instiguer l'indiscipline dans l'armée pour provoquer mon éviction et éviter que le courant de réforme ne soit poursuivi. Serubuga organise le pillage systématique de la ville de Byumba, chef-lieu de ma préfecture d'origine, par une unité qu'il amène du Camp Mukamira. Leur raisonnement était que si les gens de Byumba, mécontents de ce pillage par des militaires d'une armée dirigée par un originaire de cette préfecture, demandent ma démission, mon parti sera contraint d'accepter. Ce plan échoue, et ce sont les commerçants de Byumba qui ont subi ces pillages qui me mettent au courant du plan avant que je ne m'en rende compte moi-même. Je demande d'ailleurs à Habyarimana de venir voir lui-même les dégâts faits par les militaires à Byumba car je voulais lui fournir des faits supplémentaires attestant les carences structurelles de Serubuga comme chef d'état-major de l'AR. La lutte sournoise des hauts officiers proches de l'entourage du Président avait commencé contre moi et contre mon action.

Devenu mon directeur de cabinet, Bagosora noue la complicité avec le secrétaire particulier du Président, colonel E. Sagatwa, pour falsifier la date de sa mise en retraite sur un projet d'arrêté que j'avais transmis pour visa à la Présidence de la République. Mis au courant de cette manoeuvre, j'informe le Président et le Premier Ministre de ce qui se passe pour qu'ils ne signent pas un acte falsifié. Depuis lors je réduis les tâches de Bagosora au Ministère, et je traite directement avec mes directeurs et les chefs d'états-majors. Ce qui me permettra de neutraliser ses visées subversives. Il se plaindra souvent au Président que j'ai limité les domaines de ses compétences. J'explique au Président que je ne pouvais pas faire autrement avec une personne qui avait démontré ses capacités pour l'intrigue, la subversion et la tricherie. Il n'insiste pas car il sait bien que c'est lui-même qui l'a imposé au Gouvernement. »